

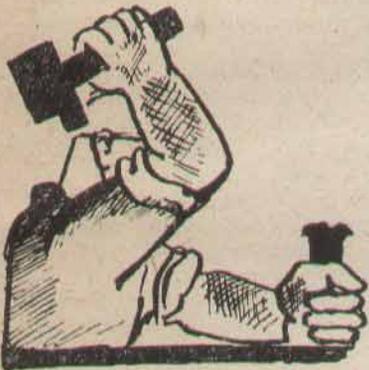
Le droit d'exclure la volonté de tuer

U Congrès du « plus beau syndicat de France », du Syndicat de la Métallurgie parisienne, il n'est sorti de sérieux qu'une seule résolution dite « sur l'unité ». Par un nouveau système de représentation — imposé arbitrairement par le bureau — les minorités n'avaient déjà trouvé qu'un accès difficile au congrès ; là-bas, les quelques rares opposants eurent le droit de se faire engueuler jusqu'à être obligés de quitter le congrès. Une résolution générale creuse et une courte mais substantielle résolution, que « l'Humanité » seule a publiée. En voici l'essentiel :

Le Congrès précise que toute mesure doit être prise contre ceux qui ne respecteraient pas, sous le couvert de tendances, les décisions régulières adoptées dans l'organisation, selon la loi de la démocratie, qui reste celle de la majorité.

A cet effet, mandate la commission des conflits, la commission exécutive à prendre toutes décisions pouvant aller jusqu'à l'exclusion publique de tous ceux qui, par leurs attitudes ou leur attitude, pourraient nuire à l'unité syndicale qui seule peut permettre aux métallurgistes de conserver les avantages acquis et d'aller plus loin dans la voie de leur émancipation.

Ainsi, les Costes, Croizat, Doury, Timbault..., ont acquis le droit d'exclure, au moment où, partout, les oppositions grandissent, où l'on peut partout compter des travailleurs qui ne veulent plus subir les zigzags staliniens, qui veulent une orientation de combat. C'est précisément pour gagner du temps que les bureaucrates ont pris ce droit d'exclure.



Certains d'entre eux veulent même plus. Un membre de la Commission exécutive de la Fédération du Bâtiment nommé Douence, vient d'écrire les lignes suivantes dans « l'Ouvrier du Bâtiment », organe fédéral (numéro de juin 1938) :

La haine professée à l'égard du communisme sert à merveille les intérêts du fascisme, du capitalisme et de tous ses suppôts ; cette haine du communisme a conduit de prétendus révolutionnaires, en Espagne, à faire objectivement le jeu des franquistes et de leurs soutiens.

J'ai eu l'occasion de me rendre compte de leurs méfaits qui ont été réprimés comme il convenait. La cinquième colonne et ses agents dans les rangs de la classe ouvrière n'ont plus droit de « cité » en Espagne républicaine ; en France, il doit en être de même. Des opérations peut-être douloureuses mais nécessaires sont à faire.

C'est clair : ce n'est pas seulement le droit d'exclure, c'est la volonté de tuer.

Nous n'avons pas d'illusions sur ce point depuis des mois et des années. Nous savions ce qu'était le stalinisme. Nous nous bornons seulement à relever ces lignes pour ceux qui auraient encore quelques doutes, quelques hésitations...

Menaces, violences, assassinats même, le stalinisme n'arrêtera pas la marche de la révolution prolétarienne. Dans les syndicats, hors des syndicats, nous poursuivrons la lutte impitoyablement. C'est le stalinisme qui a recours aux moyens désespérés, c'est lui qui sera malgré tout vaincu.

Chez Citroën-Epinettes

ON peut chanter victoire dans l'« Humanité » ; mais ça ne change pas la réalité, à savoir que la majorité des travailleurs de chez Citroën-Epinettes n'est pas contente de l'orientation du « plus beau syndicat de la C.G.T. ».

On peut arriver à supprimer la démocratie dans les assemblées syndicales ; on peut empêcher des camarades de distribuer un tract pour la candidature Trocello, tandis que le syndicat-maison pouvait agir librement ; ça n'a pas empêché les ouvriers de s'exprimer aux élections de délégués. Il n'y a pas, parmi les 66 voix qui ont voté pour Trocello, un seul travailleur qui se soit prononcé dans la confusion ; parmi ceux qui ont voté pour les candidats « officiels » du syndicat, combien l'ont fait par un sentiment de discipline comprise de façon mécanique ?

Les staliniens chantent victoire dans l'« Humanité », mais à l'usine ils voudraient bien rattraper le terrain perdu. Mais ce n'est pas contre le syndicat maison, contre l'U.C.C. qu'ils portent leurs coups. Non, c'est contre le camarade Trocello que quelques-uns déversent leur bas dans les coins obscurs.

Le camarade Trocello les a, par tract, sommés de s'expliquer publiquement, de porter ouvertement leurs accusations, de les soumettre à une commission d'enquête. C'est la troisième fois en deux ans qu'il fait cette proposition. Par deux fois, ils n'y ont pas répondu. Il est douteux qu'ils relèvent ce défi à la troisième fois. Aux ouvriers qui ont déjà compris viendront s'ajouter ceux qui seront cette fois-ci encore éclairés. Ils rejoindront les rangs du P.C.I. C'est par la politique révolutionnaire qu'un barrage sera opposé au fascisme dans l'usine et dans la rue.

Echec aux Staliniens Chez Bloch, à Courbevoie

A l'atelier du « Tourniquet » viennent d'avoir lieu les élections pour renouveler les délégués d'équipe. C'est une fonction d'ordre syndical, d'une importance minime par rapport aux délégués d'atelier ; cependant, de cette façon, les ouvriers désignent, par équipe, celui qu'ils jugent le plus apte à défendre leurs intérêts.

Les votes furent faits sans annonce préalable. Les délégués de la C.E. venaient dire : il faut voter, ceux qui veulent être candidats n'ont qu'à le dire. De cette façon, la cellule stalinienne qui avait préparé l'affaire, — puisque pour une équipe, un ouvrier absent ce jour-là fut indiqué comme candidat par des staliniens présents — espérait l'emporter sur toute la ligne.

Mais... Des camarades s'opposèrent aux candidats staliniens. Des ouvriers révolutionnaires, des travailleurs opposés aux méthodes bureaucratiques. Sur une dizaine de délégués à désigner et bien qu'il n'y ait pas eu de candidatures oppositionnelles dans toutes les équipes, il y eut parmi les opposants trois élus titulaires et deux élus suppléants. Une importante minorité se manifesta ainsi.

Un des cas les plus typiques fut l'élection dans une équipe où s'affrontèrent le responsable de la cellule stalinienne du « Tourniquet » et le mili-

CLUB D'ETUDE ET D'ACTION ANARCHISTES

Le Club invite ses amis et sympathisants à assister à sa grande causerie publique et contradictoire, sur un sujet qui intéresse tous les militants d'avant-garde : « Cronstadt », qui sera faite par le camarade Vergine.

Cette causerie aura lieu le mardi 12 juillet, à 20 h. 30, salle Lejeune, 67, rue de Ménilmontant. Les contradicteurs bolcheviks sont vivement invités à y prendre part.

A Pontigny, ce fut, si nous en croyons le rédacteur du « Temps », R. Millet, très idyllique.

Le Chablais n'incline pas à l'humeur noire...

« Qu'on le veuille ou non, M. Lindberg (le « Jouhaux » suédois) et M. Soederlund (le « Gignoux » de là-bas) étaient à Pontigny, se serraient la main, échangeaient des propos amènes, voire des éloges ; ils ont même chanté en chœur un refrain de matelots, un soir, à Vézelay, sous l'admirable abbaye de Sainte-Madeleine, près du promontoire où saint Bernard prêcha la deuxième croisade. »

Bien qu'on soit averti des trahisons quotidiennes, Phistoire a fait quelque bruit et, dans « le Peuple », un des secrétaires confédéraux, Belin, a riposté par une violente attaque... contre Valois. « Vous en êtes un autre, Monsieur », lui dit-il en substance. Evidemment, le passé de Valois ne le

LE COIN D

tant trotskyste. Ce dernier battit le stalinien par 16 voix contre 10.

C'est parce qu'un peu partout leur autorité tombe que les staliniens ont pris la décision d'exclure du syndicat les opposants. C'est une menace qui n'arrêtera pas les ouvriers révolutionnaires.

Chez les instituteurs un comble !

Si le gouvernement, dit de Front populaire, n'a pas accordé 10 % aux instituteurs, il a tout de même voulu faire quelque chose pour eux. En effet, alors que les vacances commenceront cette année le 15 juillet, de nombreux instituteurs de la Région parisienne ont reçu une circulaire gouvernementale les convoquant le 19 juillet (pendant les vacances !) pour conduire les gosses acclamer le représentant de l'impérialisme britannique.

On attendra, sans doute en vain, une protestation du Syndicat National, puisqu'aussi bien le dernier numéro de « L'Ecole Libératrice » donne, dans sa partie scolaire, comme sujet de travail manuel, la confection d'un drapeau britannique.

Tous les instituteurs révolutionnaires doivent élever une vigoureuse protestation dans leur section syndicale et demander au Syndicat de lancer l'ordre pour tous les instituteurs de la R.P., convoqués ou non, de ne pas se rendre sur le passage du George VI en question, ni d'y amener les enfants des écoles.

CONTRE LES 1.200 FRANCS !

Dans le dernier numéro de « Révolution » la Jeunesse Socialiste Révolutionnaire lance le mot d'ordre du salaire minimum de 1.200 francs pour les jeunes instituteurs.

Vraiment, nos camarades J.S.R. ont bien peur d'être traités de démagogues puisque le Syndicat National lui-même demande un salaire supérieur. En effet, si l'on reprend les chiffres de Delmas qui demande un traitement de début de 1.000 fr. à l'indice 500, on voit que la revendication du S.N., si elle aboutissait maintenant, donnerait environ 1.400 francs comme salaire minimum.

Il faut donc lutter, non pour les 1.200 francs, mais pour la prise au sérieux des mots d'ordre lancés par le S.N. et pour le retour aux méthodes de lutte de classe qui, seules, peuvent faire aboutir cette revendication.

BAVARDAGES SUR LES LICENCIEMENTS

L'Union des Syndicats a fait une assemblée sur les licenciements : cadres syndicaux, parlementaires (combien ? et pourquoi faire ?). Mais tous ces bavardages n'arrêtent pas le patronat.

Résultat : des démarches au gouvernement. Mais quel résultat ? Depuis plusieurs semaines, ça fait plusieurs fois que, pour diverses raisons, de Jouhaux à Hénaff, on va voir Daladier. Il n'est pas sans avoir répondu quelque chose. Pourquoi poursuivre la diplomatie secrète ? Ou Daladier a fait des déclarations vagues ou des déclarations précises, pourquoi ne pas les dire ? Et cela éviterait de faire de nouvelles démarches inutiles ?



Pas de bloc avec
les « opposants »

qualifie pas trop pour servir de censeur dans les rangs ouvriers. Mais le Belin qui ne veut pas être attaché « à un piquet intellectuel » et qui applaudit « un patron, tel M. Detœuf, qui dit avec autorité et courage ce que je pense moi-même sur la fin du libéralisme », a chargé son compère Dumoulin de le défendre dans « Syndicats »... contre Bergery et les anarcho-syndicalistes.

Mais l'article de Dumoulin vise tout simplement à empêcher que soit troublé le bloc formé dans ce « Centre d'Action syndicale contre la guerre » destiné à empêcher que se dresse une opposition forte contre la politique du Bureau confédéral unanime de Jouhaux à Frachon.

Pontigny, nous n'avons rien trouvé à ce sujet dans « le Libertaire » et nous attendons ce qu'en dira et ce que n'en dira pas Chambelland.

De l'idylle de Pontigny, le plus clair à déduire,